



Investing in rural people

Conseil d'administration

Mémorandum du président

Proposition de financement

supplémentaire Royaume du Cambodge

Programme de services agricoles pour une économie rurale inclusive et le commerce agricole

Identifiant du projet : 2000003433

Document : EB 2025/LOT/P.20

Date : 3 décembre 2025

Distribution : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Action : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement supplémentaire proposé figurant au paragraphe 60.

Questions techniques :

Reehana Raza

Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
Courriel : r.raza@ifad.org

Frew Behabtu

Directrice nationale
Division Asie et Pacifique
Courriel : f.behabtu@ifad.org

Sommaire

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du programme	1
A. Contexte	1
B. Description initiale du programme	1
II. Justification du financement supplémentaire	2
A. Justification	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	3
D. Coûts, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classification des risques climatiques	11
IV. Mise en œuvre	11
A. Conformité avec les politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	11
C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	12
D. Modifications proposées à l'accord de financement	13
V. Instruments juridiques et autorité	13
VI. Recommandation	13

Appendices

I.	Cadre logique actualisé intégrant le financement supplémentaire
II.	Résumé actualisé de l'analyse économique et financière

Équipe chargée de la mise en œuvre du programme

Directrice régionale :	Reehana Raza
Directrice nationale/Responsable du programme national :	Frew Behabtu
Responsable technique :	Elizabeth Ssendiwala
Responsable financier :	Norpulat Daniyarov
Spécialiste du climat et de l'environnement :	Daniela Morra
Responsable juridique :	Anne Sophie Derain Bigirimana

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Royaume du Cambodge
Agence d'exécution:	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche
Coût total du programme:	216,646 millions de dollars É.-U.
Montant initial du prêt du FIDA 1 (système d'allocation basé sur la performance [PBAS]):	11,2 millions de dollars
Conditions du financement initial du FIDA 1:	Combinaison : 25 ans, dont un délai de grâce de 5 ans, avec un frais de service de 0,75 % et taux d'intérêt de 1,25 % par an en DTS (ajustements pour les prêts en monnaie unique)
Montant du prêt initial du FIDA 2 (PBAS):	22,7 millions de dollars É.-U.
Conditions du financement initial du FIDA 2:	très concessionnelles : 40 ans, dont un délai de grâce de 10 ans, avec des frais de service de 0,75 % par an en DTS (ajustements pour les prêts en monnaie unique)
Montant du prêt initial du FIDA 3 (Mécanisme d'accès aux ressources empruntées [BRAM]):	14 millions de dollars américains
Conditions du financement initial du FIDA 3:	Ordinaire : 27 ans, dont un délai de grâce de 8 ans, soumis d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt de référence du FIDA, majoré d'une marge variable
Montant du prêt supplémentaire du FIDA 1:	15,588 millions de dollars américains
Conditions du financement supplémentaire du FIDA:	Combiné : 25 ans, dont un délai de grâce de 5 ans, avec des frais de service de 0,75 % et un taux d'intérêt de 1,25 % par an en DTS (ajustements pour les prêts en monnaie unique).
Montant du prêt supplémentaire du FIDA 2 (BRAM):	7 millions de dollars américains
Conditions du financement supplémentaire du FIDA:	Ordinaire : 27 ans, dont un délai de grâce de 8 ans, soumis d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt de référence du FIDA, majoré d'une marge variable
Cofinanciers:	Union européenne/Banque européenne d'investissement (UE/BEI), institutions partenaires financières, coopération Sud-Sud et triangulaire (CST), petites et moyennes entreprises (PME)
Montant du cofinancement:	UE/BEI : 60,559 millions de dollars américains Institutions financières partenaires : 42,93 millions de dollars É.-U. CSTT : 0,3 million de dollars É.-U. PME : 2,164 millions de dollars américains

Conditions du cofinancement:	Prêt, subvention et contributions en nature
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	19,152 millions de dollars américains
Contribution des participants au programme:	1,05 million de dollars américains
Déficit de financement:	20 millions de dollars américains
Montant initial du financement climatique du FIDA:¹	14,357 millions de dollars
Montant du financement supplémentaire du FIDA pour le climat:²	13,058 millions de dollars américains
Institution partenaire:	Sous la supervision directe du FIDA.

¹ Financement de l'adaptation (FIDA12).

² Financement de l'adaptation (financement supplémentaire du FIDA13).

I. Contexte et description du programme

A. Contexte

1. Le présent mémorandum vise à obtenir l'approbation d'un financement supplémentaire de 22,588 millions de dollars É.-U., dont 15,588 millions de dollars É.-U. provenant du treizième réapprovisionnement des ressources du FIDA (FIDA13) dans le cadre du système d'allocation basé sur la performance (PBAS) et 7 millions de dollars américains provenant du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (BRAM) – afin d'aider le Royaume du Cambodge à renforcer le Programme de services agricoles pour une économie rurale inclusive et le commerce agricole (ASPIRE-AT). Ce financement supplémentaire permettra d'intégrer les coopératives agricoles modernes (MAC) dans le cadre de sortie des organisations de producteurs et des coopératives agricoles (PO/AC). La demande officielle de l'emprunteur, datée du 14 mars 2025, est jointe en annexe.
2. Approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2022 et entré en vigueur en février 2023, le programme ASPIRE-AT favorise une croissance agricole inclusive et durable et renforce les capacités de production pour les marchés intérieurs et d'exportation. Le coût total du programme de 194,1 millions de dollars US est financé par le prêt du FIDA (47,9 millions de dollars US), le prêt et la subvention de la Banque européenne d'investissement (BEI) (60,55 millions de dollars US), les fonds de contrepartie du gouvernement (19,15 millions de dollars US), les institutions financières partenaires (42,93 millions de dollars), les petites et moyennes entreprises (PME) (2,16 millions de dollars), les agriculteurs (1,05 million de dollars), une subvention de la coopération Sud-Sud et triangulaire (0,3 million de dollars) et le cofinancement du gouvernement (19,152 millions de dollars), ce qui laisse un déficit de financement de 20 millions de dollars américains. À la demande du gouvernement, le FIDA a approuvé en juin 2025 une restructuration prévoyant la mise en place d'une infrastructure provisoire financée par la BEI, la réaffectation de la ligne de crédit aux PME à des actifs productifs et l'ajout du ministère des Travaux publics et des Transports en tant que partenaire de mise en œuvre.
3. Le financement supplémentaire permettra d'intensifier et de consolider les opérations de l'ASPIRE-AT grâce à un soutien ciblé à 50 MAC (40 non rizicoles et 10 rizicoles), en leur offrant un accès structuré au financement, au renforcement des capacités et aux infrastructures de marché.

B. Description originale du programme

4. ASPIRE-AT vise à réduire la pauvreté rurale et à renforcer la résilience climatique grâce à une croissance agricole inclusive et durable, en mettant l'accent sur la productivité, la compétitivité et l'accès au marché des petits exploitants. Le programme cible 100 000 petits exploitants et 25 000 ménages sans terre ou pauvres en terres et avait atteint 79 181 personnes (60,9 % de la cible) en juillet 2025, dont 952 sans terre et 2 862 autochtones. Les femmes représentaient 66,5 % des participants au programme, ce qui reflète une forte inclusion des genres.
5. Les partenariats avec la Banque de développement agricole et rural (ARDB) et la Banque des petites et moyennes entreprises du Cambodge (SME Bank) ont élargi l'accès au financement pour les entreprises rurales et les petits exploitants. En juillet 2025, 38 entreprises rurales avaient bénéficié d'un soutien au développement commercial et 536 organisations de producteurs (OP) avaient été renforcées, dépassant l'objectif de 500. Ces OP sont désormais mieux équipées pour négocier avec les entreprises agroalimentaires et accéder aux marchés.
6. Les investissements dans l'agriculture intelligente face au climat ont permis de former 8 700 personnes à des pratiques améliorées. Au total, le programme a bénéficié à 79 181 personnes, soutenu 38 PME et facilité 35 partenariats entre 10 entreprises et 50 organisations de producteurs, pour un montant de 35,8 millions de dollars américains. Une enquête sur les ravageurs du durian a conduit à l'approbation de nouveaux protocoles d'exportation par la Direction générale de l'agriculture, permettant au Cambodge d'exporter pour la première fois 17 tonnes de durians vers la Chine, pour une valeur de plus de 50 000 dollars américains.

II. Justification du financement supplémentaire

A. Justification

7. ASPIRE-AT est un programme performant. Son modèle de sortie PO/AC permet aux petits exploitants et aux organisations de producteurs de passer du statut de coopératives prêtes à recevoir un soutien à celui de coopératives prêtes à être commercialisées et à recevoir des investissements. L'approche par étapes renforce la capacité des organisations de producteurs à devenir commercialement viables et autonomes. Les organisations de producteurs prêtes à recevoir un soutien bénéficient d'une aide de base Renforcement des capacités ; les OP prêtes à être commercialisées renforcent les chaînes d'approvisionnement, la confiance des acheteurs et l'accès aux subventions globales et au crédit ; tandis que les OP prêtes à investir peuvent bénéficier de prêts plus importants et de produits financiers avancés.
8. Une lacune importante dans ce cadre est l'accès à des fonds de roulement et à des financements d'investissement plus importants. Pour y remédier, le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (MAFF) a introduit le modèle MAC, qui met l'accent sur les liens avec le marché, la production intégrée et la gestion professionnelle. Les MAC sont conçues comme des organisations commercialement viables et inclusives, alignées sur la politique coopérative du gouvernement.
9. Le financement supplémentaire introduit des fonds de roulement et des capitaux d'investissement à grande échelle par le biais de lignes de crédit de l'ARDB et d'un fonds de garantie de crédit via la Credit Guarantee Corporation of Cambodia (CGCC) afin de réduire les risques liés aux prêts. Ces instruments soutiennent la transition des OP vers les MAC, des entités faîtières qui assurent l'approvisionnement collectif en intrants, l'agrégation, le contrôle de la qualité et la commercialisation. En constituant un historique de crédit, les MAC peuvent accéder à des prêts plus importants pour les infrastructures, la transformation et la valeur ajoutée.
10. L'approche MAC comprend : (i) une gestion professionnelle, combinant une expertise externe et un leadership local ; (ii) des prêts de fonds de roulement pouvant atteindre 1 million de dollars américains via l'ARDB, garantis par le fonds de garantie de crédit ; (iii) un accès garanti au marché et une amélioration de la qualité grâce à des contrats à terme et à l'extension du secteur privé ; (iv) la coordination de l'approvisionnement en intrants, de la planification de la production et de l'agrégation ; et (v) une voie de sortie vers des institutions autonomes et prêtes à investir.
11. Elle soutiendra également les réformes politiques, notamment la révision de la loi sur les coopératives agricoles et la rédaction d'une loi sur l'agriculture contractuelle, afin de créer un environnement propice à la mise à l'échelle du modèle MAC. Conformément aux priorités du gouvernement, ces réformes renforceront le cadre juridique agricole du Cambodge et favoriseront l'évolution des MAC et d'autres OP et AC vers des institutions durables.
12. Le financement supplémentaire permettra d'intégrer 50 MAC, ce qui profitera à environ 15 000 nouveaux ménages. Le financement supplémentaire maintient les mêmes objectifs, composantes et approche de mise en œuvre que le programme initial, en s'appuyant sur les structures existantes pour atteindre les résultats escomptés.

Tableau 1

<i>But/objectif</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Cible</i>
But : La pauvreté et la vulnérabilité rurales ont diminué et la résilience climatique des ménages ruraux cambodgiens s'est accrue grâce à une croissance inclusive et écologiquement durable dans le secteur agricole.	1. Personnes bénéficiant des services promus ou soutenus par le projet 2. Baisse du taux de pauvreté rurale 3. Croissance moyenne de la valeur ajoutée dans le secteur agricole	1. 145 040 personnes (objectif initial : 130 040 personnes) 2. 10 3. 3,1
Objectif de développement : La croissance inclusive et durable du secteur agricole, fondée sur les exportations et les marchés intérieurs, a permis d'augmenter les revenus des producteurs et des travailleurs ruraux.	1. Nombre de ménages ruraux dont le revenu a augmenté d'au moins 20 %. 2. Personnes ayant démontré une amélioration de leur autonomisation	1. 50 000 ménages (objectif initial : 50 000 ménages) 2. 14 504 personnes (objectif initial : 13 004 personnes)
Taux de rendement interne économique	18,1	

Aspects particuliers liés aux priorités institutionnelles du FIDA en matière d'intégration

13. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration, le programme a été validé comme suit :
 - Intégrant le financement climatique
 - Transformateur en matière d'égalité des sexes
 - Intégrant la capacité d'adaptation
14. **Financement climatique.** Validé comme tenant compte du climat, avec au moins 40 % des ressources générant des co-bénéfices climatiques grâce à des investissements dans l'agriculture intelligente face au climat, les énergies renouvelables et les infrastructures résilientes. Les institutions financières partenaires financeront les OP et les PME pour qu'elles adoptent des technologies vertes.
15. **Genre.** Le programme promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en permettant à ces dernières de participer à des activités économiques rentables et d'en tirer profit en tant que membres d'OP et entrepreneuses. Il vise à obtenir des résultats transformateurs en matière d'égalité des sexes, en veillant à ce que les femmes bénéficient de manière égale de toutes les interventions.
16. **Capacité d'adaptation.** Le programme renforce la capacité des communautés à faire face à la variabilité climatique en améliorant l'accès à divers actifs, à des institutions inclusives, à l'innovation et à une gouvernance tournée vers l'avenir.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

17. ASPIRE-AT est un programme national mis en œuvre dans 21 provinces du Cambodge. Les participants au programme sont identifiés par ciblage direct et géographique, en se concentrant sur deux groupes : (i) les petits exploitants agricoles pauvres ou quasi pauvres ; et (ii) les ménages sans terre ou pauvres en terres qui bénéficient d'un emploi agricole. Le programme visait initialement à toucher 125 000 ménages ruraux, dont 100 000 possédant des terres et 25 000 sans terre ou pauvres en terres. Grâce au financement supplémentaire, outre les 500 coopératives agricoles déjà soutenues, le programme aidera 25 coopératives agricoles communautaires (MAC) établies dont les membres ne font pas partie des coopératives agricoles soutenues par ASPIRE-AT. Chaque MAC comptera environ 400 membres. En outre, 25 coopératives agricoles prêtées à investir (niveau 2) seront soutenues pour se transformer volontairement en MAC, ce qui permettra d'augmenter le nombre de leurs membres de 200 à 400. Cette expansion devrait permettre d'atteindre 15 000 ménages supplémentaires, portant le nombre total de ménages bénéficiaires à 140 000.

C. Composantes, résultats et activités

18. **Aperçu et résultats.** Le financement supplémentaire renforce la voie de sortie d'ASPIRE-AT en intégrant les MAC comme niveau le plus avancé et en les finançant par : (i) des lignes de crédit via l'ARDB ; (ii) une garantie de crédit partielle via la CGCC ; (iii) des infrastructures ciblées pour le marché du riz ; et (iv) un renforcement structuré des capacités dirigé par le Département de la promotion des coopératives agricoles (DACP) et le prestataire de services 1 (SP1). Ces interventions soutiennent l'objectif du programme qui consiste à promouvoir une croissance agricole inclusive et durable qui augmente les revenus ruraux afin d'atteindre les résultats suivants : (i) augmentation des investissements des petits exploitants et des OP dans les actifs productifs, améliorant ainsi la productivité et la compétitivité ; (ii) renforcement Partenariats entre les OP et les entreprises agroalimentaires et accès au marché ; et (iii) meilleure organisation des petits exploitants agricoles par le biais de coopératives afin de répondre aux normes du marché. Les résultats attendus comprennent une augmentation des revenus des agriculteurs grâce à des systèmes organisés d'approvisionnement et de commercialisation, un accroissement des investissements privés dans les chaînes de valeur des OP, des AC et des MAC, un renforcement de la gouvernance des DACP et des MAC, et une amélioration des ventes et de l'accès au marché.
19. Composante 1. Actifs productifs et résilients pour les organisations de producteurs.
20. **Sous-composante 1.1. Investissement dans des actifs productifs et résilients des organisations de producteurs et des petits exploitants (MAC non rizicoles).** Deux nouveaux instruments seront introduits grâce au financement supplémentaire : une ligne de crédit à l'ARDB (18,44 millions de dollars) pour des prêts importants destinés au fonds de roulement de 40 MAC non rizicoles, et un fonds de garantie de crédit via la CGCC

(5,0 millions de dollars) pour réduire les risques liés aux prêts et protéger les ratios prudentiels de l'ARDB ; les MAC non rizicoles peuvent également accéder à l'infrastructure de marché à la demande dans le cadre de la sous-composante 1.2.

21. **Sous-composante 1.3. Soutien productif et patrimonial aux MAC rizicoles (nouvelle sous-composante).** Conformément aux dispositions de la BEI, les investissements dans le secteur rizicole sont cloisonnés et comprennent des infrastructures de marché (2,75 millions de dollars) et une ligne de crédit pour 10 MAC rizicoles (5,2 millions de dollars) acheminée par le secrétariat ASPIRE-AT et l'ARDB avec le soutien du CGCC.
22. **Composante 3. Regrouper les agriculteurs et les intégrer dans les chaînes de valeur.**
23. **Sous-composante 3.1. Structure et capacité des organisations de producteurs (MAC non rizicoles)** Le financement supplémentaire permet d'accroître le soutien à 40 MAC (3,53 millions de dollars) couvrant la formation, le renforcement et le développement commercial. par l'intermédiaire d'un spécialiste MAC, d'une équipe SP1 élargie, de systèmes comptables, de mentorat, de promotion commerciale, d'un soutien opérationnel du DACP et d'un audit et d'un suivi menés par l'Alliance coopérative agricole cambodgienne.
24. **Sous-composante 3.3. Structure et capacité des MAC rizicoles (nouvelle sous-composante).** Afin de se conformer aux dispositions de la BEI, les investissements dans le secteur rizicole sont cloisonnés et comprennent des services ciblés de renforcement institutionnel et de développement commercial pour 10 MAC rizicoles (0,418 million de dollars américains).
25. **Appui institutionnel et politique.** Le DACP, au sein du MAFF, est le partenaire de mise en œuvre de l'initiative MAC, avec des termes de référence modifiés pour les SP1-1/2/3 (différentes équipes de prestataires de services soutenant les OP/AC dans différentes régions) et un spécialiste MAC intégré pour la coordination quotidienne. Le financement supplémentaire soutient également les volets juridiques/politiques qui s'appuient sur l'expérience de terrain du MAC.
26. **Logique de financement, échelonnement et écart.** La conception du financement supplémentaire, qui combine liquidité et partage des risques, repose sur l'absorption démontrée par les MAC existants. La combinaison garantie de crédit-crédit permet d'obtenir un fonds de roulement d'un an à l'entrée, puis des prêts de trois à cinq ans pour les infrastructures et la valeur ajoutée. Le phasage est le suivant : 7,5 millions de dollars US en 2026, 12,5 millions de dollars US en 2027 et 7,5 millions de dollars US en 2028, pour un total cumulé de 27,5 millions de dollars US, laissant un déficit de 3,86 millions de dollars US d'ici 2028 qui devrait être comblé par les institutions financières partenaires déjà prévues dans le programme.
27. **Alignment du cadre de résultats (objectifs principaux).** Le financement supplémentaire augmente la portée totale et ajuste les indicateurs du cadre logique comme suit :

Tableau 2

Indicateur	Ancien objectif	Nouvel objectif	Remarques/justification
Personnes bénéficiant des services (CI 1)	130 040	145 040	Élargissement de la portée à 15 000 ménages
Foyers touchés	125 000	140 000	Ajout de 25 nouveaux MAC et modernisation de 25 autres (\approx 15 000 ménages)
Estimation du nombre total correspondant de membres des ménages	500 000	560 000	15 000 ménages supplémentaires \times 4 = 60 000 membres de ménages
Personnes faisant preuve d'autonomisation (IE.2.1)	13 004	14 504	10 % du nombre total de personnes touchées
Ménages déclarant avoir une influence dans la prise de décision (SF.2.2)	56 250	63 000	45 % des ménages, dont 945 ménages autochtones et 9 450 ménages dirigés par des femmes
Ménages satisfaits des services soutenus par le projet (SF.2.1)	70 000	78 400	56 % des ménages, dont 11 760 ménages dirigés par des femmes
Composante 1			
Ménages participants ayant augmenté la productivité de leurs cultures (résultat 1)	Productivité du travail 8 % par an	57 500 ménages (50 % des 115 000	Nom de l'indicateur révisé

<i>Indicateur</i>	<i>Ancien objectif</i>	<i>Nouvel objectif</i>	<i>Remarques/justification</i>
		Propriétaires fonciers ménages)	
OP rurales déclarant une augmentation des ventes (2.2.5)	450 (90 % de 500)	315 (60 % des 525)	Objectif révisé pour le rendre réaliste ; comprend 189 organisations de producteurs dirigées par des femmes
Ménages déclarant un meilleur accès physique aux marchés, aux installations de transformation et de stockage	66 400	74 200	53 % des 140 000 ménages
Nombre de producteurs ruraux bénéficiant d'investissements financés par des prêts accordés par des OP/AC	22 000	37 000	Les 15 000 ménages supplémentaires seraient inclus dans cet indicateur
Nombre de membres de PO/AC ayant accès aux infrastructures physiques fournies par le projet	40 000	46 000	40 % des 115 000 membres
Composante 2			
Entreprises rurales déclarant une augmentation de leurs bénéfices (2.2.2)	9 (60 % des 15 PME)	10 (25 % des 40 PME)	Étendu à l'ensemble des 40 entreprises, % en baisse
Composante 3			
Soutien aux organisations de producteurs ruraux fournissant des services nouveaux ou améliorés à leurs membres	535	560	Extension des OP par le biais du MAC ; ventilation par sexe/âge/origine autochtone effectuée pour les membres des OP
Organisations de producteurs ruraux engagées dans des partenariats formels (2.2.3)	375 (75 % de 500)	394 (75 % de 525)	Les 50 MAC incluses
Ménages adoptant des pratiques intelligentes face au climat (3.2.2)	11 400	14 000	10 % des 140 000 ménages

CI = indicateur clé ; IE = évaluation d'impact ; SF = commentaires des parties prenantes.

D. Coûts, avantages et financement

Coûts du programme

28. Les composantes du programme intitulées « Actifs productifs et résilients pour Pos » et « Ligne de crédit à l'ARDB pour les MAC non rizicoles » sont partiellement comptabilisées comme financement climatique. Conformément aux méthodologies des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce programme est estimé à 13,058 millions de dollars américains.
29. Le montant total du financement climatique supplémentaire du FIDA pour le financement supplémentaire proposé est estimé à 13,058 millions de dollars américains.

Tableau 3
Résumé du financement initial et supplémentaire
(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement supplémentaire</i>	<i>Total</i>
FIDA PBAS	33 900	15 588	49 488
FIDA BRAM	14 000	7 000	21 000
BEI	60 559	-	60 559
Institutions financières partenaires	42 930	-	42 930
Subvention SSTC	300	-	300
Participants individuels au programme	1 050	-	1 050
PME	2 164	-	2 164
Emprunteur/bénéficiaire	19 152	-	19 152
Déficit de financement	20 003	-	20 003
Total	194 058	22 588	216 646

Tableau 4

Financement supplémentaire : coûts du programme par composante et par bailleur de fonds
 (en milliers de dollars des États-Unis)

Composante	<i>Prêt supplémentaire du FIDA</i>			
	PBAS du FIDA	BRAM du FIDA	Total	
	Montant	Montant	Montant	%
Composante 1. Actifs productifs et résilients pour les organisations de producteurs	11 640	7 000	18 640	100
Composante 2. Partenariats commerciaux et accès aux marchés accès	-	-	-	-
Composante 3. Regrouper les agriculteurs et intégrer les intégrer dans les chaînes de valeur	3 948	-	3 948	100
Composante 4. Gestion, suivi et évaluation	-	-	-	-
Total	15 588	7 000	22 588	100

Tableau 5

Financement supplémentaire : coûts du programme par catégorie de dépenses et bailleur de fonds
 (en milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	<i>Prêt supplémentaire du FIDA</i>				Total	
	PBAS du FIDA	BRAM du FIDA	Montant	%	Montant	%
Coûts d'investissement						
1. Équipements et matériaux	1 050	6,7	-		1 050	5
2. Fonds de crédit et de garantie	11 640	74,7	7 000	100	18 640	83
3. Formation et renforcement des capacités	753	4,8	-		753	3
4. Consultations et études	2 145	13,8	-		2 145	9
Coûts d'investissement totaux	15 588	100	7 000	100	22 588	100
Coûts récurrents	-	-	-		-	-
Total des coûts récurrents	-	-	-	-	-	-
Total	15 588	100	7 000	100	22 588	100

Tableau 6
Coûts du programme par composante et par année (PY)
(en milliers de dollars des États-Unis)

	PY1		AP2		PY3		PY4		PY5		PY6		PY7		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Composante															
Composante 1. Actifs productifs et résilients pour organisations de producteurs	2 383	2	10 140	8	16 154	13	27 988	23	30 392	25	25 361	20	11 497	9	123 915
Composante 2. Partenariats commerciaux et accès aux marchés accès	1 357	2	21 688	39	4 739	9	7 873	14	9 342	17	7 177	13	2 792	5	54 969
Composante 3. Regrouper les agriculteurs et les intégrer dans les chaînes de valeur	2 371	9	5 604	20	5 804	21	5 701	21	4 261	16	3 294	12	367	1	27 403
Composante 4. Gestion, suivi et évaluation	1 351	13	1 221	12	1 443	14	1 495	14	1 579	15	1 606	15	1 664	16	10 359
Total	7 463	3	38 653	18	28 141	13	43 058	20	45 574	21	37 438	17	16 320	8	216 646

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

30. Le coût total initial du programme s'élève à 194,1 millions de dollars américains, financés par un prêt du FIDA (47,9 millions de dollars américains), un prêt souverain et une subvention de la BEI (60 millions de dollars américains), des fonds de contrepartie du gouvernement (19,2 millions de dollars américains) et des institutions financières partenaires (43 millions de dollars américains). PME (2,16 millions de dollars américains), agriculteurs (1 million de dollars américains) et une subvention du SSTD (0,3 million de dollars américains), ce qui laisse un déficit de financement de 20 millions de dollars américains et un cofinancement public de 19,15 millions de dollars américains. Le coût total du programme passera à 216,646 millions de dollars américains avec le financement supplémentaire proposé de 15,588 millions de dollars américains provenant du PBAS et de 7 millions de dollars américains provenant du BRAM.
31. En outre, un montant de 12,75 millions de dollars a été proposé pour être réaffecté à partir de la sous-composante « infrastructures de marché » (1.2) afin de financer la ligne de crédit, le mécanisme de garantie du CGCC et les infrastructures de marché pour les MAC de riz. Cet ajustement, détaillé dans la note de réaffectation, complète le financement supplémentaire et répond à une demande du gouvernement.
32. Le financement supplémentaire n'est pas destiné à combler le déficit de financement initial, qui subsiste. Les équipes du MAFF et du FIDA sont en pourparlers avec l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement afin de cofinancer une partie du Déficit de financement de 20 millions de dollars américains dans le cadre du programme ASPIRE-AT grâce à l'initiative proposée intitulée « Soutien au secteur agricole axé sur les exportations au Cambodge » (SELAS). Une fois finalisée, l'initiative SELAS devrait permettre de mobiliser des ressources supplémentaires. Le déficit de financement de 20 millions de dollars US pourrait être comblé par des cycles PBAS ultérieurs, selon des conditions de financement à déterminer et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration, ou par un cofinancement identifié pendant la mise en œuvre.

Décaissement

33. Les modalités de décaissement du financement supplémentaire seront similaires à celles du programme en cours. Deux comptes désignés seront ouverts, un pour chaque prêt du FIDA, sur lesquels les fonds du FIDA seront décaissés. Des rapports financiers intermédiaires consolidés devront être soumis chaque trimestre par le secrétariat d'ASPIRE-AT dans les 45 jours suivant la fin du trimestre concerné. Le secrétariat d'ASPIRE-AT sera également chargé de soumettre chaque trimestre des demandes de retrait pour justification et avances, sur la base des rapports financiers intermédiaires soumis et validés.

Résumé des avantages et analyse économique

34. **Retour sur investissement du programme global.** L'analyse économique du programme ASPIRE, y compris le financement supplémentaire, montre un fort rendement économique à un taux d'actualisation de 10 % sur 20 ans. Le taux de rendement interne économique est de 18,1 %. Ce chiffre suppose que 75 % des agriculteurs ciblés dans 50 coopératives adoptent des technologies et des pratiques améliorées, ce qui a une incidence sur la production et la transformation du riz, des noix de cajou, du poivre et des légumes grâce à des crédits concessionnels. La valeur actuelle nette (VAN) est de 130,2 millions de dollars américains, avec un rapport coûts-avantages de 1,16 basé sur les avantages quantifiables des activités du programme. Les analyses de sensibilité et de scénarios confirment la robustesse du programme, qui affiche une rentabilité sur une période de 15 ans. Le programme ne devient non rentable que si les bénéfices diminuent de plus de 13,78 % ou si les coûts augmentent de plus de 15,98 % en raison de chocs survenus pendant la mise en œuvre.
35. **Retour sur investissement du financement supplémentaire.** Si l'on ne tient compte que des avantages et des coûts du financement supplémentaire prévus sur 20 ans, le programme présenterait également un retour sur investissement économique prometteur. La VAN serait de 31,7 millions de dollars, le taux de rendement interne (TRI) serait de 21,5 % et le rapport avantages-coûts (RAC) serait de 1,14. L'analyse de sensibilité et l'analyse de scénarios démontrent la robustesse de ces conclusions. Le programme deviendrait irréalisable si les avantages prévus étaient réduits de plus de 12,5 % ou si les coûts augmentaient de plus de 14,3 % en raison de facteurs défavorables. Le programme resterait viable sur des périodes d'évaluation de 10 et 15 ans.

Tableau 7

Indicateur	Programme global	Financement supplémentaire (MAC)
TIR	18,1	21,5
BCR (taux d'actualisation de 10 %)	1,16	1,14
VAN (taux d'actualisation de 10 %)	130,2 millions de dollars américains	31,7 millions de dollars américains
Valeurs de commutation	Augmentation des coûts pouvant atteindre 15,98 Réduction pouvant atteindre 13,78 % des prestations	Augmentation des coûts pouvant atteindre 14,26 Réduction des avantages pouvant atteindre 12,48 %

36. Analyse de sensibilité et analyse des risques. De même, l'analyse de sensibilité réalisée pour évaluer les changements potentiels de diverses variables pouvant affecter la rentabilité économique de l'investissement est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 8

Variables	Variation ($\Delta\%$)	Programme global		Financement supplémentaire		Analyse des risques
		TIR (%)	VAN (en millions de dollars américains)	TRI (%)	VAN (en millions de dollars américains)	
Scénario de base 10 %, 20 ans		18,10	130,2	21,50	31,7	
Avantages du programme	-10	12,10	35,7	12,50	6,3	Combinaison des risques affectant les prix à la production, les rendements et les taux d'adoption
	-20	(5,10 %)	(58,8)	1,10	(19,1)	
Coûts du programme	10	14,10	62,8	14,10	11,1	Augmentation des prix des intrants agricoles
	20	9,70	(4,6)	6,40	(9,4)	
Effet combiné – avantage (-)/coût (+)	10	7,60	31,7	4,00	(14,2)	Faible gestion, capacité de négociation des groupes d'agriculteurs, fluctuation des prix du marché, chocs externes
Effet combiné – avantage (-)/coût (+)	15	(0,40 %)	(112,6)	(9,50 %)	(37,2)	
Taux d'adoption (60 %)		17,90	124,6	19,30	22,8	Qualité de l'assistance technique et accès aux technologies
Taux d'adoption (75 %)		18,10	130,2	21,50	31,7	
Période d'évaluation (15 ans)		15,10	59,7	19,90	21,1	Incertitude quant à la continuité du programme à court, moyen et long terme
Période d'évaluation (10 ans)		1,42 %	(50,9)	14,50	6,5	
Taux d'actualisation social (5,5 %)	n/a	306,9	n/a	64,0		Lié à la stabilité politique et macroéconomique

37. L'analyse financière du financement supplémentaire montre que les activités soutenues par le programme – principalement l'octroi de prêts concessionnels aux coopératives afin de renforcer la production primaire et la transformation dans certaines chaînes de valeur telles que le riz, la noix de cajou, le poivre et les légumes – sont susceptibles de générer des retours sur investissement positifs. Le tableau suivant présente les indicateurs de retour sur investissement attendus pour ces chaînes de valeur.

Tableau 9

<i>Chaîne de valeur</i>	<i>Indicateurs financiers</i>	
	<i>TIR (%)</i>	<i>Rapport coûts-avantages</i>
Riz	11,7	0,997
Noix de cajou	20,9	1,13
Poivre	13,7	1,02
Légumes	14,3	1,06

Stratégie de sortie et durabilité

38. Une équipe dédiée au sein du DACP a été mise en place et formée pour continuer à soutenir les MAC et les OP au-delà de la clôture du programme. La pérennité du cadre de sortie sera soutenue par l'ancrage institutionnel des fonctions de promotion coopérative au sein du DACP et par le renforcement des mécanismes de gouvernance au sein des MAC.
39. La facilitation critique de la chaîne de valeur sera maintenue en favorisant des partenariats durables entre les OP, les acheteurs du secteur privé et les institutions financières. L'introduction de lignes de crédit et de garanties par l'intermédiaire de l'ARDB et du CGCC garantit que les MAC auront accès à des services financiers même après la fin du soutien du programme, tandis que les réformes politiques en cours (par exemple, la loi sur les coopératives agricoles et la rédaction d'une loi sur l'agriculture contractuelle) créent un environnement propice à un impact à long terme.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

40. Le programme ASPIRE-AT, y compris le financement supplémentaire pour les MAC, est considéré comme présentant un risque global modéré, avec un risque climatique important en raison de la forte exposition du Cambodge aux inondations, aux sécheresses et à d'autres risques naturels.
41. Les principaux risques sont liés à l'intégration de nouvelles activités des MAC qui ne figuraient pas dans la conception initiale, ce qui nécessite un examen technique et fiduciaire par le FIDA et une modification de l'accord de financement. La faible capacité de planification commerciale des MAC et des agriculteurs présente des risques d'investissement, qui sont atténués grâce à l'appui technique, aux prestataires de services et aux critères de sélection de l'ARDB. Les risques de défaut de paiement sont réduits grâce à la garantie du CGCC couvrant jusqu'à 80 % sur une base dégressive, avec des mesures de protection garantissant que les institutions financières partenaires conservent une partie du risque, procèdent à des recouvrements avant les réclamations et effectuent des paiements échelonnés (50 % après 360 jours), avec une exposition plafonnée à 20 millions de dollars américains et un ratio de levier initial de 1:4.
42. Les risques liés à la durabilité du marché et des infrastructures MAC sont atténués grâce à des études de faisabilité et à des plans institutionnels. Les risques liés aux capacités au sein de l'ARDB et des unités de projet sont gérés par le secrétariat ASPIRE et des prestataires de services spécialisés. Les risques liés aux achats et à la gestion financière restent modérés et sont atténués grâce aux systèmes standard du FIDA, aux contrôles anticorruption, au renforcement des capacités et à une supervision étroite. Les mesures de sauvegarde environnementales et sociales comprennent l'exclusion des zones protégées, des engagements zéro déforestation, le respect des normes de santé et de sécurité au travail et un mécanisme de règlement des griefs à plusieurs niveaux soutenu par des instruments de sauvegarde tels que le cadre de gestion environnementale, sociale et climatique, le plan de gestion environnementale, sociale et climatique (ESCMP), le plan du patrimoine culturel, le plan des peuples autochtones (IPP) et le plan de consentement libre, préalable et éclairé (FPIC).
43. La gestion financière du projet et les risques liés aux marchés publics sont considérés comme modérés.

Tableau 10
Résumé global des risques

Catégorie/sous-catégorie de risque	Risque inhérent	Risque résiduel
Contexte national	Modéré	Faible
Stratégies et politiques sectorielles	Modérées	Faible
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Faible
Portée du programme	Important	Modéré
Capacité institutionnelle pour la mise en œuvre et la durabilité	Modérée	Modérée
Gestion financière du programme	Importante	Modérée
Achats liés au programme	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
Global	Modéré	Faible

B. Catégorie environnementales et sociales

44. Le financement supplémentaire proposé est classé comme présentant un risque modéré sur le plan environnemental et social selon l'évaluation réalisée dans le cadre des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP) du FIDA. Pour gérer ces risques, le programme applique une politique de tolérance zéro en matière d'empêtement sur les forêts et de déforestation et n'implique l'acquisition involontaire de terres ou la réinstallation. Les interventions dans les habitats protégés ou reconnus par la communauté sont exclues. Les documents relatifs aux mesures de sauvegarde seront mis à jour, notamment le plan ESCMP, le plan relatif au patrimoine culturel, le plan IPP et le plan de mise en œuvre du FPIC.

C. Classification des risques climatiques

45. L'intégration des MAC dans l'ASPIRE-AT est classée comme un risque climatique important dans le cadre du SECAP du FIDA. Le Cambodge est très vulnérable aux risques climatiques et aux catastrophes; les zones d'intervention sont confrontées à des inondations fluviales et urbaines, des glissements de terrain, des cyclones, des chaleurs extrêmes, des incendies de forêt et des pénuries d'eau. Les systèmes agricoles et les infrastructures rurales sont sensibles à la variabilité des précipitations, aux sécheresses prolongées, aux changements de température et aux infestations de ravageurs. La capacité d'adaptation est limitée par des mécanismes de réponse aux catastrophes insuffisants et une diffusion inadéquate des informations climatiques aux agriculteurs.

IV. Mise en œuvre

A. Conformité avec les politiques du FIDA

46. L'intégration des MAC dans le programme ASPIRE-AT démontre la conformité avec les politiques et les cadres opérationnels du FIDA, soutenant l'objectif du programme en faveur d'une croissance agricole inclusive et durable. Le modèle MAC s'aligne sur le Cadre stratégique 2016-2025 du FIDA et les objectifs stratégiques du Programme d'opportunités stratégiques pour le Cambodge 2022-2027 : (SO1) renforcer les capacités productives ; (SO2) améliorer la participation au marché et les revenus ; et (SO3) renforcer la durabilité environnementale et la résilience climatique. ASPIRE-AT, y compris les MAC, est validé comme étant transformateur en matière de genre, sensible aux jeunes, axé sur les peuples autochtones et incluant le financement climatique, garantissant l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes sans terre et des peuples autochtones.

B. Cadre d'organisationnelle

Gestion et coordination

47. Le DACP nouvellement créé sous l'égide du MAFF servira de partenaire de mise en œuvre pour la composante MAC, avec le soutien des SP1-1, SP1-2, SP1-3 et du secrétariat ASPIRE-AT. Le mandat du SP1-1 sera modifié afin d'engager trois

des spécialistes à temps plein en développement commercial, analyse financière et agronomie pendant deux ans afin d'apporter un soutien au renforcement des capacités et à la progression des MAC sur le terrain, leur recrutement étant approuvé par le DACP. Ces spécialistes apporteront leur soutien à 50 MAC à l'échelle nationale, en coordination avec le DACP. Les termes de référence des trois SP1 seront également mis à jour afin d'inclure le soutien au renforcement des capacités des MAC, avec un budget supplémentaire alloué pour élargir le champ d'application. Le CGCC gérera le mécanisme de garantie dans le cadre d'un accord officiel avec le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) afin de réduire les risques liés aux prêts des MAC aux côtés de l'ARDB.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

48. **Modification du document juridique.** L'accord de financement sera modifié afin d'inclure les modalités de mise en œuvre des MAC, les activités supplémentaires relevant des composantes concernées, les instruments de financement supplémentaires et le montant supplémentaire correspondant. La lettre relative aux modalités de gestion et de contrôle financiers sera également révisée afin de tenir compte du financement supplémentaire.
49. Le secrétariat ASPIRE-AT existant, qui fait office d'unité de gestion du programme (PMU), gérera les dispositions financières relatives au financement supplémentaire. La PMU dispose d'un personnel qualifié et expérimenté, capable de préparer le budget en temps voulu, de maintenir les contrôles internes et d'assurer la fluidité des flux financiers. Elle utilise un logiciel de comptabilité qui permet de tenir des registres fiables et de soumettre des rapports financiers intermédiaires acceptables au FIDA. Le cadre de contrôle interne suit les procédures opérationnelles standard du gouvernement pour les projets financés par des institutions internationales. Le manuel de mise en œuvre du programme sera mis à jour si nécessaire. Le programme maintient également des dispositions adéquates pour la soumission en temps voulu des rapports d'audit dans le cadre du financement supplémentaire.
50. Le DACP, sous l'égide du MAFF, sera le nouveau partenaire chargé de la mise en œuvre et de la gestion des activités liées aux MAC dans le cadre des composantes 3.1 et 3.3. Le DACP supervisera les contrôles internes, la formation et le suivi financier des MAC, avec l'aide d'un agent financier et comptable dédié. Le DACP soumettra tous les documents financiers relatifs aux activités liées aux MAC au secrétariat ASPIRE-AT afin qu'ils soient consolidés et utilisés pour la préparation des demandes de retrait, des rapports financiers intermédiaires et des états financiers annuels à soumettre au FIDA.
51. **Passation des marchés.** La passation des marchés financés par le FIDA suivra les procédures opérationnelles standard applicables à tous les projets/programmes financés par des sources externes au Cambodge, dans la mesure où elles sont compatibles avec les directives du FIDA en matière de passation des marchés. Le secrétariat ASPIRE-AT sera directement responsable des achats, à l'exception des activités d'achat gérées par le DACP dans le cadre de la sous-composante 3.3 utilisant le financement supplémentaire. Les activités d'achat dans le cadre de la sous-composante 1.3 utilisant le financement du FIDA via l'ARDB seront sous la responsabilité des emprunteurs (PO, AC, MAC). Un accord de financement subsidiaire sera conclu entre le MEF et l'ARDB pour gérer les lignes de crédit de gros utilisant le financement supplémentaire du FIDA.

C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique de l'

52. Le système de suivi et d'évaluation (S&E) d'ASPIRE-AT permet de suivre les progrès physiques et financiers ainsi que les résultats par rapport aux objectifs, aux résultats attendus et aux réalisations. Dans le cadre du financement supplémentaire, le même système sera maintenu, avec un cadre logique actualisé reflétant les 15 000 ménages supplémentaires touchés par les MAC. Les indicateurs de sensibilisation et de réalisation seront révisés, et des enquêtes à mi-parcours et finales seront menées pour évaluer les résultats. Le personnel M&E existant sera maintenu, avec une augmentation des effectifs si nécessaire pour assurer le suivi du financement supplémentaire. Des réunions d'examen mensuelles réunissant le DACP, le SP1-1, le SP1-2, le SP1-3, les spécialistes MAC, les consultants et l'équipe M&E permettront de suivre les progrès, de résoudre les problèmes et de convenir des mesures correctives à prendre. Les points d'action et les procès-verbaux seront communiqués aux parties prenantes, et le SP1-1 soumettra des rapports d'avancement semestriels sur le soutien MAC.

53. L'équipe chargée de la gestion des connaissances, dirigée par un spécialiste national, continuera à produire et à diffuser des produits de connaissance. La stratégie de gestion des connaissances sera mise à jour afin de prendre en compte les activités de financement supplémentaires, y compris les réussites et les enseignements tirés des MAC. Les études de cas existantes sur les AC, les PME et les agriculteurs seront mises à jour et de nouvelles études seront élaborées, par exemple sur les MAC engagées dans les exportations agricoles, afin de documenter les meilleures pratiques.

D. Modifications proposées à l'accord de financement

54. L'accord de financement sera modifié afin d'intégrer le financement supplémentaire.
55. Deux nouveaux sous-éléments sont ajoutés : le sous-élément 1.3 – soutien à la production et aux actifs des MAC rizicoles ; et le sous-élément 3.3 – structure et capacité des MAC rizicoles.
56. Les objectifs finaux totaux comprennent désormais l'objectif initial et le nouvel objectif de financement supplémentaire. La proportion de désagrégation est maintenue, avec des objectifs révisés pour le genre et les peuples autochtones.

V. Instruments juridiques et autorité

57. Un accord de financement entre le Royaume du Cambodge et le FIDA constituera l'instrument juridique permettant d'accorder le financement proposé à l'emprunteur/bénéficiaire. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement supplémentaire.
58. Le Royaume du Cambodge est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir des financements du FIDA.
59. Je suis convaincu que le financement supplémentaire proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux Politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

60. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver un financement supplémentaire conformément à la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU que le Fonds accorde au Royaume du Cambodge un prêt à des conditions mixtes d'un montant de quinze millions cinq cent quatre-vingt-huit mille dollars des États-Unis (15 588 000 USD) et à des conditions qui soient pour l'essentiel conformes aux conditions présentées dans le présent document.

IL EST EN OUTRE RÉSOLU que le Fonds accordera au Royaume du Cambodge un prêt à des conditions normales d'un montant de sept millions de dollars des États-Unis (7 000 000 USD) et à des conditions qui seront pour l'essentiel conformes aux conditions présentées dans le présent document.

Alvaro Lario
Président

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicator	Original Logical Framework			Revised End Target (Post AF) ³	Means of Verification			Assumptions
		Name	Base-line	Midline		Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1. Persons receiving services promoted or supported by the project				Project MIS	Annual	PMU		There are 115,000 smallholder HH in POs and 25,000 landless or land-poor HH benefitting from employment opportunities.
	Males - Males	0	26,008	65,020	72,520				
	Females - Females	0	26,008	65,020	72,520				
	Young - Young people	0	10,403	26,008	29,008				
	Indigenous people - Indigenous people	0	780	1,951	2,176				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	52,016	130,040	145,040				The number of HHs supported by the project has been increased by 15,000 HHs, resulting in a total target of 140,000 HHs. The project will support 25 newly established MACs (≈ 400 members each) and 25 existing investment-ready POs/ACs that will transition into MACs, increasing their membership from 200 to 400. This scale-up is expected to reach about 15,000 additional households ($25 \times 400 + 25 \times 200 = 15,000$) within the project period. Additionally, it is assumed that there only one HH member is a part of the PO, and each HH comprises of 4 members.
	1.a. Corresponding number of households reached				Project MIS	Annual	PMU		
	Households - Households	0	50,000	125,000	140,000				
	Corresponding number of households reached				Project MIS	Annual	PMU		
	Landless or land-poor - Households - Number	0	10,000	25,000	25,000				
	1.b. Estimated corresponding total number of households members				Project MIS	Annual	PMU		

³ This column reflects the incorporation of additional 15,000 households targeted through the establishment of MACs. Adjustments have been made to outreach and output indicators, as well as baseline indicators where necessary.

	Household members - Number of people	0	200,000	500,000	560,000				
Project Goal Rural poverty and vulnerability has decreased and climate resilience of Cambodian rural households has increased through inclusive and environmentally sustainable growth in the agriculture sector.	Declining Rural Poverty Rate					National poverty statistic (%)	Annual	National Institute of Statistics	It is assumed that increased volume and / or value addition will result in increased incomes for smallholders and employment opportunities for the rural poor, therefore contributing to reduced national poverty headcount based on inclusive growth. The baseline of 17.8% is drawn from the 2019–2020 national household survey (conducted every five years). Agriculture value-added growth is reported at 1.098% (World Bank), with mid-term and end targets of 3.1% aligned to the National Agriculture Development Policy 2022–2030.
	Poverty headcount - Percentage (%)	17.8	15	10	10				
	Agriculture value added growth of 3% per annum (ADP Policy Indicator 1)					National poverty statistic (%)	Annual	National Institute of Statistics	
	Average growth of value added in agriculture sector - Percentage (%)	1.098	3.1	3.1	3.1				
Development Objective Inclusive and sustainable agriculture sector growth based on exports and domestic markets has increased incomes of rural producers and workers	Number of rural households with household income increased by at least 20%					Outcome Survey	BL, MT, EL	Service provider	There are market opportunities to increase volumes and / or capture more value-added in pro-poor value chains. Project interventions, services, and capacity-building activities are relevant, accessible, and effectively taken up by beneficiaries, leading to measurable improvements in individual empowerment.
	Number of households - Number	0	20,000	50,000	50,000				
	Women-headed households - Number	0	3,000	7,500	7,500				
	Total number of household	0	80,000	200,000	200,000				
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment					Outcome Survey		Service provider	
	Total persons - Percentage (%)	0	4	10	10				
	Total persons - Number of people	0	5,202	13,004	14,504				
	Females - Percentage (%)	0	4	10	10				

	Females - Females	0	2,601	6,502	7,252					
	Males -	0	4	10	10					
	Percentage (%)									
	Males - Males	0	2,601	6,502	7,252					
Outcome: Stakeholders' Feedback	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers					Outcome Survey	BL, MT, EL	Service provider	Local authorities and project-supported service providers are open to participatory approaches and willing to incorporate household inputs into decision-making processes.	
	Household members -	0	100,000	225,00	252,00					
	Number of people									
	Indigenous households -	0	375	844	945					
	Households									
	Women-headed households -	0	3,750	8,440	9,450					
	Households									
	Percentage (%)	0	20	45	45					
	Households-Households	0	25,000	56,250	63,000					
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services					Outcome Survey	BL, MT, EL	Service provider	Services provided are demand-driven, accessible, and of sufficient quality and relevance to meet household needs and expectations.	
Outcome 1 Smallholders' and PO's Investments in productive assets	Household members -	0	112,000	280,00	313,600					
	Number of people									
	Indigenous households -	0	469	1,050	1,176					
	Households									
	Women-headed households -	0	4,690	10,500	11,760					
	Households									
	Percentage (%)	0	25	56	56					
	Households									
	Households	0	31,250	70,000	78,400					
	Households									
	Number of beneficiary households with increased crop productivity					Outcome Survey	BL, MT, EL	Service provider	Beneficiary households adopt and effectively apply improved practices and technologies,	
	Total number of household	0	80,000	200,00	230,00					

have increased their productivity and competitiveness in domestic and exports-based value chains.	members - Number							supported by favorable climatic and market conditions.
	Number of households - Number	0	20,000	50,000	57,500			
	Women-headed households - Number	0	3,000	7,500	8,625			
	2.2.5. Rural producers' organizations reporting an increase in sales			Project MIS	Annual	PMU	60% of rural producer organizations supported by the project will achieve increased sales. The proportion of POs with women in leadership positions will be 60%, provided that organizational structures remain inclusive and supportive of women's participation.	
	Percentage of rural POs - Percentage (%)	0	35	90	60			
	Number of Rural POs - Organizations	0	180	450	315			
	Rural POs with women in leadership position - Organizations	0	180	450	189			
	2.2.6. Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities			Project MIS	Annual	PMU	Infrastructure investments and services are functional and equitably accessible to beneficiary households.	
	Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)	0	21	53	53			
	Size of households - Number of people	0	26,560	66,400	296,800			
	Households reporting improved physical access to markets - Households	0	106,240	265,600	74,200			
Output	Number of rural producers benefiting from loan-financed investments by AC / PO			Project MIS	Annual	PMU	POs are willing to take investment risks when provided	

1.1.1 Financial support provided to PO with bankable investment	Rural producers benefiting - Number	0	8,800	22,00 0	37,00 0				with appropriate technical and financial support.
	Males - Number	0	4,400	11,00 0	18,50 0				The calculation of this indicator is based on 135 POs, revised from the earlier 110 to include an additional 25 MACs supported by the project
	females - Number	0	4,400	11,00 0	18,50 0				
	Indigenous People - Number	0	132	330	555				
	Young - Number	0	1,760	4,400	7,400				
Output 1.1.2 Financial support provided to smallholders with bankable investment proposals in productive and resilient assets	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages					Project MIS	Annual	PMU	Farmers willing to accept risks of investing if suitable assistance and finance is provided. The outreach target for this indicator remains unchanged, as it is determined by the fixed allocation of the block grant.
	Males - Males	0	170	425	425				
	Females - Females	0	170	425	425				
	Young - Young people	0	68	170	170				
	Indigenous people - Indigenous people	0	5	13	13				
1.2 Enabling market infrastructure for Producer Organisations	Number of members of PO/AC with access to physical infrastructure assets provided by the project.					Project MIS	Annual	PMU	Members of POs/ACs will have equitable access to and make effective use of physical infrastructure assets provided by the project, supported by transparent management and maintenance systems It is assumed that 40% of the total number of members with land have improved access to physical infrastructure assets.
	Total PO/AC members - Number	0	16,000	40,00 0	46,00 0				
	Males - Number	0	8,000	20,00 0	23,00 0				
	Females - Number	0	8,000	20,00 0	23,00 0				
	Indigenous people - Number	0	240	600	690				
	Young - Number	0	1,600	8,000	9,200				
Outcome 2. PO's partnerships with agribusinesses have been enhanced and their market access improved	2.2.2. Supported rural enterprises reporting an increase in profit					Project MIS	Annual	PMU	This indicator accounts for all 40 rural enterprises supported by the project, rather than only the 15 SMEs receiving financial support.
	Number of enterprises - Enterprises	0	4	9	10				
	Percentage of enterprises - Percentage (%)	0	25	60	25				

	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities								Investments create equivalent of about 10,000 full-time jobs, with most roles being part time / seasonal.
	Males - Males	0	5,000	12,500	12,500	Outcome Survey	BL, MT, EL	Service provider	
	Females - Females	0	5,000	12,500	12,500				
	Indigenous people - Indigenous people	0	150	375	375				
	Young - Young people	0	2,000	5,000	5,000				
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people	0	10,000	25,000	25,000				
	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment					Outcome Survey	BL, MT, EL	Service provider	Policymakers are receptive to evidence-based proposals and institutional processes allow timely review and approval of legal and policy reforms.
	Number - Number	0	1	3	3				
Output 2.1.1. Private investments for agricultural market and trade development promoted and facilitated	2.1.1. Rural enterprises accessing business development services					Project MIS	Annual	PMU	Effective collaboration with existing institutions (e.g., Khmer Enterprise, EuroCham) will facilitate the identification of participating businesses and the provision of complementary support services.
	Rural enterprises - Enterprises	0	6	40	40				
Output 2.1.3 Financial support provided for agribusinesses to invest in increased processing capacity	Number of rural enterprises accessing financial services					Project MIS	Annual	PMU	Retail financial institutions are able to access existing credit guarantee schemes, such as the Co-financing Guarantee Scheme of SME Bank and the Women Entrepreneurs Guarantee Scheme, to expand lending to target beneficiaries
	Enterprises - Number	0	6	15	15				

Output 2.2.1 Strategic infrastructure for agriculture trade facilitation established	Number of facilities completed and operational with sustainable management and financing plans.					Project MIS	Annual	PMU	Sustainable business model for facilities has been identified
	Facilities - Number	0	3	10	10				
Output 2.2.2 Review of policy and regulatory framework supported to strengthen competitiveness	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed					Project MIS	Annual	PMU	The government is willing to engage on policy dialogue.
	Number Knowledge Products	0	1	3	3				
Outcome 3 Smallholders have been organised and coordinated in Agriculture Cooperatives and other Producer Organisations, and have been enabled to produce in response to market requirements for type, volume and quality standards.	2.2.4 Supported rural producers' organizations providing new or improved services to their members					Project MIS	Annual	PMU	Consolidation and formalisation of POs leads to improved services
	Number of POs - Organizations	0	214	535	560				Farmers understand the potential benefits of forming ACs / POs
	Total number of POs members - Number of people	0	40,000	100,000	115,000				Enterprises are willing to enter partnerships with ACs and UACs
	Males POs members - Males	0	20,000	50,000	57,500				Resilient and sustainable production technologies can be market-competitive
	Females POs members - Females	0	20,000	50,000	57,500				
	Young POs members - Young people	0	8,000	20,000	23,000				
	Indigenous POs members - Indigenous people	0	600	1,500	1,725				
	2.2.3. Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities					Project MIS	Annual	PMU	
	Percentage of POs - Percentage (%)	0	30	75	75				
	Number of POs - Organizations	0	150	375	394				

	Women in leadership position - Females	0	90	225	315				
	3.2.2. Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices					Outcome Survey	BL, MT, EL	Service provider	
	Households - Households	0	4,440	11,100	14,000				
	Households - Percentage (%)	0	4	10	10				
	Total number of household members - Number of people	0	20,000	50,000	56,000				
Output 3.1 Producer organisations / Agriculture Cooperatives (AC) established strengthened	2.1.3. Rural producers' organizations supported					Project MIS	Annual	PMU	The project will support 560 POs, including 35 UACs, with an estimated 115,000 members (475 POs with an average of 200 members each, 25 POs transformed into MACs with 400 members each, and newly established MACs with 400 members each). It is further assumed that 60% of these POs will have women in leadership positions.
	Total size of POs - Organizations	0	40,000	100,000	115,000				
	Rural POs supported - Organizations	0	214	535	560				
	Males - Males	0	20,000	50,000	57,500				
	Females - Females	0	20,000	50,000	57,500				
	Young - Young people	0	4,000	10,000	23,000				
	Indigenous people - Indigenous people	0	600	1,500	1,725				
	Rural POs supported that are headed by women - Organizations	0	120	300	315				
	2.1.4. Supported rural producers that are members of a rural producers' organization					Project MIS	Annual	PMU	
	Males - Males	0	20,000	50,000	57,500				
	Total number of persons -	0	40,000	100,000	115,000				

	Females - Females	0	20,000	50,00 0	57,50 0				
	Indigenous people - Indigenous people	0	600	20,00 0	1,725				
	Young - Young people	0	8,000	1,500	23,00 0				
Output 3.2.1 Centres of excellence and Lead Farmers established and supported for development and dissemination of improved agricultural, post-harvest processing technologies	1.1.4. Persons trained in production practices and/or technologies					Project MIS	Annual	PMU	<p>Suitable sites and sustainable business models for Centres of Excellence are identified.</p> <p>Trained individuals are able and willing to apply improved production practices and technologies, supported by adequate resources, extension services, and favorable conditions.</p> <p>It is assumed that 20% of persons belonging to HHs with land are trained in production practices or technologies.</p>
	Total number of persons trained by the project - Number of people	0	8,000	20,00 0	23,00 0				
	Men trained in crop - Males	0	4,000	10,00 0	11,50 0				
	Women trained in crop - Females	0	4,000	10,00 0	11,50 0				
	Young people trained in crop - Young people	0	1,600	4,000	4,600				
	Indigenous people trained in crop - Indigenous people	0	120	300	345				

[1] This column reflects the incorporation of additional 15,000 households targeted through the establishment of MACs. Adjustments have been made to outreach and output indicators, as well as baseline indicators where necessary.

Updated summary of the economic and financial analysis

Methodological approach

1. The economic rationale of ASPIRE is built on several key strategies: boosting agricultural productivity and minimizing post-harvest losses through the adoption of good agricultural practices, improving productive infrastructure, and strengthening post-harvest management, including enhanced handling and storage. The additional financing (MAC) is particularly aimed at providing concessional loans to support improvements in primary production and processing of key value chains such as rice, cashew, pepper, and vegetables. These interventions are expected to increase crop yields by up to 10% and reduce post-harvest, storage, processing, and transport losses by as much as 100%.
2. A cost-benefit analysis was conducted to determine the economic and financial feasibility of the project. The original analysis was subsequently revised, and a complementary economic-financial assessment was developed for the additional financing to estimate the overall return on investment. The analysis primarily drew on information from previous assessments carried out during the initial project design phase, as well as secondary data collected from various sources and other IFAD-financed projects in Cambodia. This information was further verified through field interviews with selected beneficiaries from the first phase of the project.
3. Financial analyses utilized actual market prices, inclusive of taxes, subsidies, and other market distortions. Conversely, economic analyses employed adjusted economic prices to correct for these distortions, reflecting the broader economic environment in Cambodia. The results from the financial analysis provide insights into the returns for implementing entities, participants, private enterprises, and beneficiaries. Meanwhile, the economic analysis reveals the genuine returns to society, offering valuable insights for policymakers responsible for promoting public investment.
4. The analysis was conducted considering an evaluation period of 20 years as the base scenario, including the execution phase. The estimates were made using a social discount rate and a cost of capital of 10 percent⁴. The internal rate of return (IRR), net present value (NPV), benefit-cost ratio (B/C), and other indicators such as the payback period and switching values were estimated. The analysis considers the total cost of the projects, including contributions from beneficiaries and governmental counterparts. Sensitivity and scenario analyses were conducted to evaluate the potential impact of key variable changes on the project's economic viability due to different factors, such as changes in input and output prices, adoption rates, benefits, costs, social discount rates, and evaluation periods.

Results

61. **Return on investment of the overall project.** The economic analysis of the entire ASPIRE project, encompassing both original and additional financing, indicates promising economic returns considering a social discount rate of 10% and 20 years of evaluation period. The EIRR is estimated at 18.1 percent. This EIRR estimate assumes that 75% of targeted farmers which are part of 50 Cooperatives will adopt the improved technologies and/or practices promoted by the project, impacting the primary production and processing of agricultural products such as rice, cashew, pepper and vegetable through the benefit of the concessional credits provided by the project. The Net Present Value is projected at USD 130.2 million, with a benefit-cost ratio of 1.16, derived from quantifiable benefits related to the implementation of the project activities. Sensitivity and scenario analyses highlight the robustness of these evaluations, indicating that the project would remain profitable over a 15-year

⁴ Values used in the previous EFA analyses.

evaluation period. Sensitivity analysis shows that the project can become unprofitable if projected benefits decrease by more than 13.78 percent and costs increase by more than 15.98 percent due to any shocks during implementation which considering the local economic context and the macro trends.

62. **Return on investment of the additional finance.** If only the benefits and costs of additional finance projected over 20 years are considered, the project would also have a promising economic return on investment. The NPV would be USD 31.7 million, the IRR would be 21.5 percent, and the B/C ratio would be 1.14. The sensitivity and scenario analysis demonstrates the robustness of these findings. The project would become unfeasible if the projected benefits were reduced by more than 12.5 percent or if costs increased by over 14.3 percent due to any adverse factors. The project would remain viable in evaluation periods of 10 and 15 years.

Indicator	Overall project	Additional finance (MAC)
IRR	18.1 %	21.5 %
BCR (@10% discount rate)	1.16	1.14
NPV (@10% discount rate)	USD 130.2 million	USD 31.7 million
Switching values	Up to 15.98% increase in costs Up to 13.78% reduction in benefits	Up to 14.26% increase in costs Up to 12.48% reduction in benefits

63. **The financial analysis of the additional financing** shows that the activities supported by the project—primarily the provision of concessional loans to cooperatives to strengthen primary production and processing in selected value chains such as rice, cashew, pepper, and vegetables—have the potential to generate positive returns on investment. The following table presents the expected return-on-investment indicators for these value chains.

Value chain	Financial Indicators	
	IRR (%)	B/C
Rice	11.7%	0.997
Cashew	20.9%	1.13
Pepper	13.7%	1.02
Vegetable	14.3%	1.06

Table A. Financial cash flow models - Additional financing (MAC)

A. Rice

A.1 Primary production

A.2 Rice processing

B. Cashew

B.1 Cashew - Primary production

Land use dynamics		WOP		With Project																		
Parameters		Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Y11	Y12	Y13	Y14	Y15	Y16	Y17	Y18	Y19	Y20	
1 Cashflow	ha	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	
Harvest	Ha	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	13600	
Cropping intensity (%)	Number	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	
Financial Budget																						
Items		Unit	Without Project		With Project																	
Production value			Item	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
1 Cashflow	US\$	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	
Cost	US\$	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	1640250	
1. Cashflow	US\$	370953	541053	484045	484045	645145	484045	484045	645145	484045	484045	645145	484045	484045	645145	484045	484045	645145	484045	484045	484045	
Debt service	US\$	16613	38000	25000	11000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1 credit cost - Interest	US\$	16613	38000	25000	11000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Net Income		1252784	1640147	1371747	131134	1402242	1233242	1402242	1402242	1402242	1402242	1233242	1402242	1233242	1402242	1233242	1402242	1402242	1402242	1402242	1402242	
Incremental benefits			240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	240038	
Incremental cost			188587	121675	107687	95679	26679	96579	26679	96579	26679	96579	26679	96579	26679	96579	26679	96579	26679	96579	26679	96579
Incremental net income			-188587	124303	13635	149458	-20642	149458	149458	149458	149458	149458	149458	149458	149458	149458	149458	149458	149458	149458	149458	149458
Incremental net income - Cumulative			-188587	-6424	7417	22535	20944	35240	501861	15310	80078	780136	956955	940813	903432	72205	990989	998525	114784	297442	146990	146990

B.2 Cashew - Processing

C. Pepper

C.1 Pepper - Primary production

Land use dynamics		With Project																			
Parameters	WOP*	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Y11	Y12	Y13	Y14	Y15	Y16	Y17	Y18	Y19	Y20
1. Pepper	ha	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	
Total	Ha	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	
Harvest	Number	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Cropping intensity (%)		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Financial Budget																					
Items		Unit	Without Project										With Project								
Production value	US\$	1582308	1693450	1740053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	
Pepper	US\$	1582308	1693450	1740053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	1746053	
Cost	US\$	68005	101385	114885	135669	134444	162794	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	
1 Pepper	US\$	68005	101385	114885	135669	134444	162794	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	134444	
Debt service	US\$	16513	35000	25090	11108	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1 credit cost - interest	US\$	16513	35000	25090	11108	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Net Income		1497710	1444173	1442327	1593862	1605685	1577745	1606915													
Incremental benefits																					
Incremental cost																					
	\$3587	56309	40945	40945	40945	40945	70916	40945	40945	40945	40945	40945	40945	40945	40945	40945	40945	40945	40945	40945	
Incremental net income																					
	\$3587	-55382	96152	103835	80035	103835	103835	103835	103835	103835	103835	103835	103835	103835	103835	103835	103835	103835	103835	103835	
Incremental net income - Cumulative																					
	\$3587	-108969	12817	56795	17502	283987	392372	50675	60914	69714	797561	809028	810390	868498	976874	1085276	1193444	1302028	1410404	1518695	

C.2 Pepper - Processing

Parameters	WOP	With Project																			
		Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Y11	Y12	Y13	Y14	Y15	Y16	Y17	Y18	Y19	Y20
1 Pepper	Processed ha	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	
Total	Processed ha	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	225.00	
Financial Budget																					
	Items	Unit	Without Project		With Project																
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Production value	US\$	6469785	6469785	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	7116764	
Pepper	US\$	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785	6469785
Cost	US\$	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468
1 Pepper	US\$	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468	5429468
Debt service	US\$	16513	35000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000
1 credit cost - Interest	US\$	16513	35000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000	25000
Net Income		1023804	1005317	961459	1130673	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473	1146473
Incremental benefits		0	623449	548978	549978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978	648978
Incremental cost		18487	637317	524722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722	542722
Incremental net income		-18487	-602347	-100662	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257	104257
Incremental net income - Cumulative		-18487	-80831	28831	33088	233744	341601	445858	516978	624958	724473	700897	111368	1014734	1107689	121883	1316619	1420376	1506119	1611919	1711740

D. Vegetable

D.1 Vegetable - Primary production

Land use dynamics																						
Parameters	WOF ^a	With Project																				
		Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Y11	Y12	Y13	Y14	Y15	Y16	Y17	Y18	Y19	Y20	
1. Vegetable	ha	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	
Harvest	Number	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	
Total	Ha	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	
Financial Budget																						
Items		Unit	Without Project										With Project									
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Production value		US\$	746348	746348	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	782294	
1. Vegetable		US\$	746348*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	782294*	
Cost		US\$	186359	190409	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	261415	
1. Vegetable		US\$	186359*	190409*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	261415*	
Debt service		US\$	16513	35000	25096	11108	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1 credit cost - Interest		US\$	16513	35000	25096	11108	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Net income		US\$	543476	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	560398	
Incremental benefits		US\$	590711	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	610879	
Incremental cost		US\$	0	117364	131351	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	142459	
Incremental net income		US\$	22537	83838	69651	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	58543	
Incremental net income - Cumulative		US\$	22537	33726	61701	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	83917	
		US\$	11189	72890	156807	240723	324640	408557	492473	576390	660307	744224	828141	901203	985974	107991	116380	124774	131361	141556	149947	

D.2 Vegetable - Processing

Parameters	WOP	With Project																															
		Without Project				With Project				Without Project				With Project				Without Project															
		Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Y11	Y12	Y13	Y14	Y15	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Y11	Y12	Y13	Y14	Y15	Y16	Y17	Y18	Y19	Y20		
1. Vegetable	Processed ha	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75				
Total	Processed ha	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75	168.75				
Financial Budget																																	
Items		Unit	Without Project				With Project				Without Project				With Project				Without Project				With Project				Without Project						
Production value		US\$	1245517	1245517	1455698	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344	1486344			
Vegetable		US\$	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000	725000			
Cost		US\$	837500	866237	1003718	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303		
1. Vegetable		US\$	837500	866237	1003718	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303	1021303		
Debt service		US\$	16513	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	
1. credit cost - Interest		US\$	16513	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	11108	35000	25096	
Net Income		US\$	391454	34279	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884	405884		
Incremental benefits		US\$	0	246230	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	25740	
Incremental cost		US\$	47174	174750	175348	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	167240	
Incremental net income		US\$	-47174	261848	67884	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100	90100
Incremental net income - Cumulative		US\$	-47174	20326	47558	13668	22778	31785	40795	49805	58815	67885	76859	85845	94855	103865	112865	121865	130865	139865	148865	157865	166865	175865	184865	193865	202865	211865	220865	229865	238865	247865	256865

Table B Project/programme costs and logframe targets

Table C. Main assumptions and shadow prices

C.1 Main assumptions

A. Beneficiaries									
Cooperatives	50								
Farmers/cooperative	300								
Total farmers	15000								
Land/cooperative (ha)	690								
Land/farmer (ha)	2.3								
B. Cooperatives		%	Beneficiaries (coop)	Farmers/Cooperative	Farmers (#)	Land/farmer (ha)	Total has	% effective beneficiaries (adoption rate)	
Rice	40%	20	300	6000	1	6000	75%		
Cashew	30%	15	300	4500	0.8	3600	75%		
Pepper	20%	10	300	3000	0.2	600	75%		
Vegetable	10%	5	300	1500	0.3	450	75%		
	100%	50	300	15000		10650			
C. Cooperatives		Primary production	Secondary production	Primary production (Coop)	Secondary production (Coop)				
Rice	50%	50%		10	10				
Cashew	50%	50%		8	8				
Pepper	50%	50%		5	5				
Vegetable	50%	50%		3	3				
				25	25				
C. Credit conditions		Loan	Interest rate	Tenor (years)	Grace period (years)				
Rice	500000		7%	3	0.5				
Cashew	500000		7%	3	0.5				
Pepper	500000		7%	3	0.5				
Vegetable	500000		7%	3	0.5				
D. Credit trend - Primary production		2026	2027	2028	2029				
Rice	2	4	4	0	10				
Cashew	2	3	3	0	8				
Pepper	1	2	2	0	5				
Vegetable	1	1	1	0	3				
%	20%	40%	40%	0%	100%				
E. Credit trend - Processing		2026	2027	2028	2029				
Rice	2	4	4	0	10				
Cashew	2	3	3	0	8				
Pepper	1	2	2	0	5				
Vegetable	1	1	1	0	3				
%	20%	40%	40%	0%	100%				

C.2 Shadow prices

Assumptions:		Economic		ENTER 0 FOR ECONOMIC PRICES	
VAT (average) [[https://taxsummaries.pwc.com/cambodia/corporate-other-taxes]]	10%				
Custom Duty for Imports	14%				
Standard Conversion Factor (SCF) for imported and exported inputs/goods	1.10		SCF	1.20	
Shadow Wage Rate Factor (SWRF)*	0.91		SWRF		
Standard Conversion Factor (shadow exchange rate factor) (SER/OER)	1.10		SCF	1.10	

** Derived and used for the original EFA

Table D. Beneficiary adoption rates and phasing

D.1 Beneficiaries and adoption rate

B. Cooperatives	%	Beneficiaries (coop)	Farmers/Cooperative	Farmers (#)	Land/farmer (ha)	Total has	% effective beneficiaries (adoption rate)
Rice	40%	20	300	6000	1	6000	75%
Cashew	30%	15	300	4500	0.8	3600	75%
Pepper	20%	10	300	3000	0.2	600	75%
Vegetable	10%	5	300	1500	0.3	450	75%
	100%	50	300	15000		10650	

D.2 Phasing

	2026	2027	2028	2029	2030
Rice	2	4	4	0	10
Cashew	2	3	3	0	8
Pepper	1	2	2	0	5
Vegetable	1	1	1	0	3
%	20%	40%	40%	0%	100%

Table E. Economic cash flow

E.1 Entire project (Original and Additional financing)

E.2 Additional financing (MAC)

Table F. Sensitivity analysis

Variables	Change (Δ%)	Overall project		Additional financing		Risk analysis
		IRR (%)	NPV (USD M)	IRR (%)	NPV (USD M)	
Base scenario @10%, 20 year		18.10%	130.2	21.50%	31.7	
Project benefits	-10%	12.10%	35.7	12.50%	6.3	

Project benefits	-20%	-5.10%	-58.8	1.10%	-19.1	Combination of risks affecting output prices, yields and adoption rates
Project costs	10%	14.10%	62.8	14.10%	11.1	
Project costs	20%	9.70%	-4.6	6.40%	-9.4	Increase of agricultural inputs
Combined effect - benet(-)/cost(+)	10%	7.60%	31.7	4.00%	-14.2	Low management, negotiating capacity of farmers groups, market price fluctuation, external shocks
Combined effect - benet(-)/cost(+)	15%	-0.40%	-112.6	-9.50%	-37.2	
Adoption rate (60%)		17.90%	124.6	19.30%	22.8	Quality of technical assistance and access to technologies
Adoption rate (75%)		18.10%	130.2	21.50%	31.7	
Evaluation period (15 years)		15.10%	59.7	19.90%	21.1	Uncertainty about the continuation of the activities supported by the project in the short, medium and/or long term
Evaluation period (10 years)		1.42%	-50.9	14.50%	6.5	
Social discount rate (5.5 percent)		na	306.9	na	64.0	Linked with political and economic stability and macroeconomic context